

essayer de régler le conflit : accorder une aide militaire aux "gouvernements locaux" pour les appuyer contre les forces insurrectionnelles - un seul Canadien sur dix a déclaré que ce serait la meilleure politique à adopter; accroître l'aide économique - environ 20 % des personnes interrogées ont dit préférer cette option; appuyer les efforts de paix déployés par d'autres pays d'Amérique centrale - 70 % des répondants ont soutenu que c'était la solution la plus indiquée. Cependant, le sondage mené par Radio-Canada en 1985 a révélé que plus de Canadiens désapprouvaient la politique américaine en Amérique centrale (40 %) par rapport à ceux qui l'approuvaient (32 %).

Selon une série de sondages Gallup effectués au Canada, le pourcentage des personnes ayant entendu parler des politiques raciales de l'Afrique du Sud est passé de moins de 50 % à plus de 60 % en douze mois seulement, soit entre le milieu de 1985 et le milieu de 1986; l'intérêt élevé que les médias accordent à ce qui se passe là-bas explique sans doute cette évolution. On peut sans doute attribuer aussi aux médias le fait qu'on réclame maintenant une attitude nettement plus rigoureuse de la part d'Ottawa. Environ 20 % des Canadiens continuent de croire qu'Ottawa ne devrait pas intervenir contre Pretoria, mais beaucoup moins acceptent maintenant que le Canada maintienne des relations avec l'Afrique du Sud tout en se contentant d'exhorter ce pays à abandonner l'apartheid. En 1985, cette politique se limitant à la dénonciation verbale avait l'appui de la majorité, mais la proportion est maintenant tombée à environ 40 %. Un groupe de plus en plus nombreux (ce n'est encore, malgré tout, qu'une minorité) réclame la condamnation de l'apartheid et la rupture des relations avec Pretoria. Il y a six mois, environ un Canadien sur six appartenait à ce groupe, mais vers le milieu de 1986, la proportion était passée à un sur trois.